



Le Maire

Arrêté N° 2021_02171_VDM

**ARRÊTE DE MISE EN SÉCURITÉ PROCÉDURE URGENTE -SIS 169 RUE RABELAIS – 13016
MARSEILLE PARCELLE N° 216911 H0025 QUARTIER SAINT HENRI**

Nous, Maire de Marseille,

Vu l'article L.2131.1 du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L.511.1 et suivants, ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation (cf. Annexe 1),
Vu les articles R.511.1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,
Vu l'arrêté n°2020_03084_VDM du 24 décembre 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,
Vu l'arrêté n°2021_01928_VDM en date du 6 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre COCHET, Adjoint au Maire en charge de la Sécurité Civile, de la Gestion des Risques et du Plan Communal de Sauvegarde,

Considérant l'immeuble sis 169 , rue RABELAIS – 13016 MARSEILLE parcelle n° 216911 H0025 quartier SAINT HENRI,

Considérant la visite du 4 juin 2021, d'un agent des services de la Ville de Marseille, constatant les pathologies suivantes qui présentent un risque immédiat pour la sécurité des personnes :

Balcon du logement du 1er étage :

-étaïement provisoire (posé depuis quelques mois) avec risque d'instabilité et de chute de matériaux et de personnes. La structure porteuse du balcon -hors étaïement- étant en attente d'être vérifiée par un Bureau d'Étude Structure, ou Homme de l'art justifiant une expertise en Structure.

Ancienne bâtisse partiellement détruite (dans cour arrière) :

-instabilité des éléments restants, murs, éléments de charpente et de couvertures, avec risque de chute de matériaux sur les personnes.

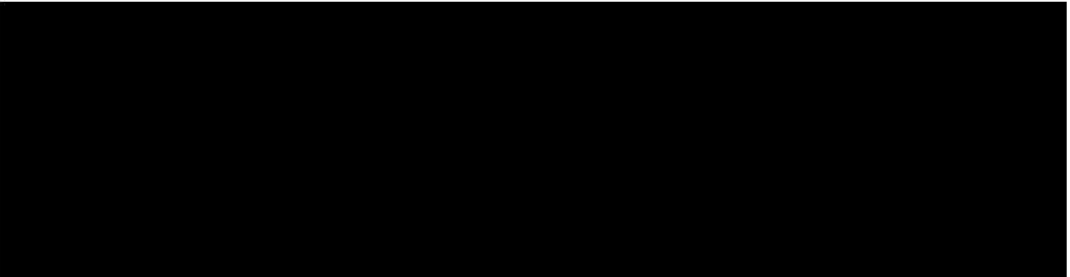
Considérant que, dans le cadre de l'application de l'article L511-19 du code de la Construction et de l'Habitation, le Maire ordonne par arrêté et sans procédure contradictoire préalable les mesures indispensables pour faire cesser le danger dans un délai qu'il fixe.

Considérant qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des personnes, laquelle est menacée par l'état de l'immeuble susvisé.

ARRÊTONS

Article 1

L'immeuble sis 169, rue RABELAIS – 13016 MARSEILLE parcelle n° 216911 H0025 quartier SAINT HENRI appartient, selon nos informations à ce jour : en copropriété aux personnes et/ou sociétés listées ci-dessus, ou à leurs ayants droit :



les copropriétaires mentionné(s) ci-dessus doivent prendre toutes mesures propres à assurer la sécurité publique et à faire cesser le danger imminent, en faisant réaliser les mesures nécessaires d'urgence ci-dessous, sous **15 jours** à dater de la notification du présent arrêté :

- vérification de la conformité de l'étaieement sous balcon par un Bureau d'étude structure ;
- diagnostique structurel du balcon du 1^e étage ;
- diagnostique structurel des murs de la cour ;

Article 2

Un périmètre de sécurité sera installé selon le schéma ci-joint (cf. Annexe 2), interdisant le passage et l'occupation dans la totalité de la cour arrière, ainsi que sur le balcon du 1^e étage. Ce périmètre sera conservé jusqu'à la réalisation des travaux de mise en sécurité mettant fin durablement au danger de l'immeuble.

Article 3

Si les propriétaires mentionnés à l'article 1 ou leurs ayants-droit, à leur initiative, réalisent des travaux permettant de mettre fin à l'imminence du danger, sur le rapport d'un homme de l'art (Architecte, Ingénieur, Bureau d'Études Techniques spécialisé, etc.) se prononçant sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport d'expertise susvisé, ils sont tenus d'en informer les services de la commune pour contrôle.

Le Maire prendra alors acte de la réalisation des travaux prescrits par l'article 1 du présent arrêté.

La mainlevée ne sera prononcée qu'après réalisation des travaux mettant fin durablement à tout danger, préconisés dans un rapport établi par un homme de l'art, qui devra attester de leur parfaite exécution.

Le cas échéant, si les mesures n'ont pas mis fin durablement au danger, le Maire poursuit la procédure dans les conditions prévues à l'article L511-10 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4

A défaut pour les propriétaires ou leurs ayants droit de respecter les injonctions du

présent arrêté dans les délais prescrits, la commune pourra procéder d'office à la réalisation desdits travaux, à leurs frais, dans les conditions prévues à l'article L511-16 du code de la construction et de l'habitation.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

Article 5 Les copropriétaires doivent informer immédiatement la **Direction de la Prévention et Gestion des Risques**, sise 13 Boulevard de Dunkerque, 13002 MARSEILLE (téléphone : 04 91 55 40 79, courriel : suivi-hebergement@marseille.fr), des offres d'hébergement faites aux locataires et des dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée prévisionnelle).

Article 6 Les personnes mentionnées à l'article 1 sont tenues de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L521-1 à L521-3-2 du code de la construction et de l'habitation reproduits en annexe 1.

La protection des occupants prévue aux articles L521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est effective, notamment la suspension des loyers des occupants (évacués ou non) tant que la mainlevée totale de l'arrêté de mise en sécurité n'est pas prononcée.

Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L511-22 ainsi que par les articles L521-4 et L111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe 1.

Article 7 Le présent arrêté sera notifié contre pli sous signature aux propriétaires de l'immeuble sis 169, rue RABELAIS – 13016 MARSEILLE. Ceux-ci le transmettra aux ayants droit ainsi qu'aux occupants.

Article 8 Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble. Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 9 Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du-Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, au Préfet de Police, au Procureur de la République, au Directeur Départemental de la Sécurité Publique, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, au Service de la Mobilité et de la Logistique Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 10 Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Article 11 Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Jean-Pierre COCHET

Monsieur l'Adjoint en charge de la sécurité
civile, de la gestion des risques et du plan
communal de sauvegarde

Signé le :

17/07/21


ANNEXE 2 – PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ

169 rue Rabelais -13016 MARSEILLE

L'occupation et la circulation dans la cour intérieure,
ainsi que sur le balcon du 1^e étage, est interdite.

